

## Relance industrielle et capitalisme financier Une cohabitation à risques

**Ravage du capitalisme financier : Deux LBO<sup>1</sup> destructrices qui pèsent sur CROLLES2 et la microélectronique européenne.**

En région grenobloise, le pôle de compétitivité MINALOGIC associe un pôle de recherche publique MINATEC et une trentaine d'entreprises, dans le domaine des nano technologies et de la technologie des circuits intégrés. Sur cette thématique, trois entreprises majeures : STMicroelectronics (ST), Freescale et NXP coopéraient dans l'accord CROLLES2, pour développer des circuits avec une finesse de gravure allant jusqu'à 30 nanomètres contre 90 aujourd'hui.

En avril 2002, [ST](#), [Philips](#) et [Motorola](#) avaient signé un accord de partenariat pour la création à [Crolles](#) d'un nouveau centre de recherche R&D commun pour le développement des nouvelles générations de puces électroniques. La société taïwanaise [TSMC](#), premier [fondateur](#) mondial de silicium est aussi un partenaire de l'accord tripartite afin de mettre œuvre à [Taiwan](#) ces technologies. Il s'agit de l'Alliance Crolles 2. Le 27 février 2003, CROLLES-2 est inaugurée par [Jacques Chirac](#), président de la République française.

Depuis, le jeu de monopoly mondial du capitalisme financier s'est mis en route. Deux opérations de LBO :

- En décembre [2004](#), [Motorola](#) se sépare de sa branche semiconducteurs qui prend le nom Freescale. Le 15 septembre 2006, Freescale est racheté pour 17,6 milliards de dollars par un consortium de fonds de capital investissements (Texas Pacific, Blackstone Group, Permira Funds, Carlyle Group).

- le 4 août 2006, le PDG de Philips Semiconductors annonce la vente à un groupe d'investisseurs privés américain (Kohlberg Kravis Roberts & Co. (KKR), Silver Lake Partners et AlInvest Partners NV). L'entreprise prenant le nom de NXP.

Ces fonds cherchent la rentabilité maximale, sans tenir compte ni des salariés ni des engagements industriels pris auparavant :

- Début janvier 2007, NXP annonce sa sortie de CROLLES 2 et son rapprochement de l'industriel taïwanais TSMC.

---

**Le LBO** (leverage buy out) est un mécanisme financier à effet de levier utilisé par les fonds spéculatifs pour s'approprier les sociétés. La majorité des capitaux nécessaires à l'achat est empruntée, et les nouveaux propriétaires exigent donc une très forte rentabilité.

- Le 23 janvier, les Echos annoncent que Freescale se rapproche d'IBM et se retire de l'alliance Crolles -2 pour la fin de 2007.

**Les projets de développement sont suspendus, Grenoble retient son souffle.** Quel est encore le sens d'une politique industrielle et des pôles de compétitivité, quand les actifs industriels peuvent être pillés du jour au lendemain par des fonds spéculatifs. A Grenoble, c'est l'idée même d'une industrie européenne des semi-conducteurs qui est remise en cause. Va t'on vers un gâchis lamentable des fonds publics ?

Le SNTRS-CGT et la CGT-CEA dénoncent cette mise à mal de la recherche publique et du projet industriel lié à CROLLES-2.

Ils rappellent la nécessité d'une véritable politique industrielle de l'Etat qui ne peut pas se résumer à des aides fiscales sans contrepartie, ni à une politique d'attractivité des territoires. La France et l'Europe doivent légiférer pour défendre leur potentiel industriel. Il faut réguler les marchés financiers et créer un pôle financier public capable d'intervenir dans le financement des investissements industriels.

**Ce qui se passe à Grenoble peut arriver dans tous les pôles de compétitivité dont la gouvernance est sous l'influence de grands groupes internationaux.** Ceci est d'autant plus grave que la création de ces pôles va accentuer petit à petit, dans les régions, le regroupement et la spécialisation autour de quelques domaines industriels.

Les pôles de compétitivité ne sont pas actuellement des outils de développement industriel profitable à tous. Il est nécessaire en tout premier lieu d'établir un partenariat qui ne subordonne pas la recherche et l'enseignement supérieur à l'industrie. Il faut d'un côté changer de politique de recherche, abroger "le pacte pour la recherche" et exiger que les financements récurrents des grands organismes publics de recherche soient suffisants. Il faut aussi créer des comités de suivi des pôles, associant les représentants des salariés et ceux des collectivités territoriales.

**Il est urgent de reprendre le débat public autour de la recherche publique, la recherche privée et le développement industriel !!!**